

L'EDITO

N°79

SEPTEMBRE 2017

« IL FAUT PRENDRE L'ARGENT CHEZ LES PAUVRES, ILS SONT PLUS NOMBREUX QUE LES RICHES » ALPHONSE ALLAIS

POUR NOTRE PRÉSIDENT, LA FRANCE N'EST PAS RÉFORMABLE.

Tiens ! Pourtant, quand de bonnes réformes ont été mises en place, elles ont suscité un grand engouement : prenons par exemple, la 5^{ème} semaine de congés payés, les 35 heures, les nationalisations... sans même revenir à la mise en place de la Sécurité sociale, en 1945.

Aujourd'hui, par « réformes » il entend la disparition d'acquis sociaux conquis de haute lutte par les « fainéants » que nous serions :

- ❑ *la casse du Code du travail*
- ❑ *la suppression des emplois aidés, décision unilatérale, qui pénalise déjà de nombreuses organisations notamment d'aides à la personne. La FNIC est pour le maintien de ces emplois mais contre leur caractère « aidé » qui est une baisse du salaire socialisé,*
- ❑ *l'augmentation de la CSG, qui vise à faire payer par les retraités certaines cotisations sociales et, à terme, financer la protection sociale et notamment la Sécu par l'impôt (la CSG n'est pas autre chose qu'un impôt),*
- ❑ *la diminution de l'APL, qui touche les personnes fragiles financièrement, et notamment des étudiants,*
- ❑ *les remboursements de médicaments, les fermetures de lits d'hôpitaux et le transfert au privé d'établissements publics, la privatisation de pans entiers d'entreprises que nous avons payées en leur temps, s'ajoutent aux mauvais coups assénés depuis des années à nous et à nos familles,*

EN CONSÉQUENCE, LA PAUVRETÉ AUGMENTE, LES CLASSES MOYENNES S'APPAUVRISSENT.

Au contraire, les possédants et les nantis bénéficient d'un abattement fiscal de 900 millions, d'une nouvelle baisse de l'ISF, d'une baisse des impôts sur les sociétés, qui passent de 33,3 % à 25 %, et, grâce à ce qu'ils nomment pudiquement « l'optimisation fiscale », de 3 milliards d'impôts en moins pour les foyers les plus riches. Tout cela s'ajoute aux 23 milliards du CICE, aux 5,5 milliards de Crédit Impôt Recherche.... Sans oublier les 80 milliards d'évasion fiscale !

On nous dit qu'il n'y a plus d'argent en France, erreur : cet argent va aux dividendes !

Ne nous inquiétons pas pour les actionnaires, la Bourse continue de très bien se porter et n'attend qu'un plan de licenciements pour faire des bonds en avant !

La philosophie du président est clairement indiquée : favoriser les plus riches au détriment des « fainéants », comprenez, entre autres, les retraités, ces « parasites » qui ne produisent plus et, pour lui, ne sont qu'une charge pour la société.

- ❑ **POUR LE GOUVERNEMENT, LES RETRAITÉS SONT UN COÛT,**
- ❑ **POUR LES PATRONS, LES SALARIÉS SONT UN COÛT.**

FAUT-IL QUE LES RETRAITÉS PAIENT LES SALAIRES DES ACTIFS POUR SUPPRIMER LE SOI-DISANT COÛT DU TRAVAIL ?

Sommaire

- 1. L'édito**
- 2. L'action**
- 3. L'information**
- 4. L'orga, le Point. La vie des sections.**

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 0155826888- Fax. 0155826915
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Mensuel - 1,06 €
Directeur de publication : Lionel KRAWCZYK
ISSN : 2112-2776
Commission Paritaire : 0119 S 08416

LE 12 SEPTEMBRE, PARI GAGNÉ POUR LA CGT

400 000 personnes dans les rues, avec un commentaire général : beaucoup plus de monde, dans chaque manif,' que l'an dernier contre la loi El Khomri. Avec, chacun l'aura noté, la participation de délégations souvent modestes mais présentes de syndiqués FO et CFDT, qui montre le malaise au sein de leurs confédérations.

A PAU, MONTPELLIER, TARBES, LYON, LE HAVRE, PARIS, MARSEILLE, COMPIÈGNE, entre autres, nos militants présents dans les villes nous ont signalé que des jeunes, nombreux, se sont ajoutés aux actifs et aux retraités, pour des cortèges bruyants et hauts en couleurs. Chaque participant s'est dit prêt à repartir le 21 : soyons plus nombreux encore, pour parvenir à décider la grève reconductible, condition essentielle à la victoire et au retrait de la loi insupportable. Le travail a un coût inacceptable, affirme M. Gattaz, mais que lui coûte l'arrêt de la production quand les travailleurs sont en grève ?

Sur toute la France, c'était plus de 4000 appels à la grève, dont un grand nombre sur notre fédération : nous le savons nos camarades ne sont pas les derniers à se mobiliser, ils en ont fait largement la preuve l'an dernier, lors des actions contre la loi El Khomri. Malheureusement, ils se sont trop souvent retrouvés seuls...



LE 1ER OCTOBRE,

TOUS LES RETRAITÉS DANS LE MONDE SE MOBILISENT
POUR DÉFENDRE LEURS DROITS ET LEUR DIGNITÉ.

(POINT SUR LES ACTIONS DANS NOTRE NUMÉRO D'OCTOBRE).

□ **Dictature ou Démocratie, selon politiques et médias**

POUR TOUTANMACRON ET SES SOLDATS DE L'IGNORANCE, QUELQUES EXPLICATIONS SUR LE RÉGIME EN PLACE AU VENEZUELA.

Pour les perroquets : avant Chavez et Maduro, les élections avaient lieu tous les 4 ans. Chavez et Maduro en ont organisé plus d'une par an (19 en 17 ans) dans des conditions de légalité démocratique reconnues par l'ONU.

Le gouvernement de Maduro consacre 43,2% du budget de l'état aux politiques sociales. Résultat, malgré la guerre économique qui subit le taux de mortalité infantile a été divisé par 2, l'analphabétisme éradiqué, plus d'un million de logements sociaux ont été construits et le nombre de professeurs des écoles multiplié par 5.

L'opposition de droite et les gros propriétaires possèdent la plupart des médias (sur 111 chaînes, seulement 13 sont publiques). Et ils s'en servent pour essayer de reprendre le pouvoir alors qu'ils ont, avec la junte militaire alors en place, martyrisé le peuple pendant des décennies.

Si le Venezuela est montré comme pays dictatorial c'est uniquement parce qu'il ne veut pas être vassalisé par les USA et leurs alliés qui convoitent ses réserves naturelles. Les USA font tout pour déstabiliser le pays comme ils l'ont fait et le font encore pour le Chili, la Colombie, le Brésil, etc.

Par contre, en France, parler de dictature vénézuélienne quand on initie une première transformation du Code du travail à coups de 49/3 est pour le moins déplacé.

Quand on simule un débat, une concertation avec les partenaires sociaux afin de soi-disant discuter de la nouvelle réforme du Code du travail mais en interdisant aux syndicats d'examiner les textes afin de les analyser et faire des contre-propositions, on fait la démonstration du mépris qu'a le gouvernement envers les organisations syndicales et le peuple.

Concernant toujours la dictature, notre pharaon va devoir nous expliquer la dernière commande du ministère de l'intérieur, qui a lancé le 8 août dernier un appel d'offres pour un montant de 22 millions d'euros, hors TVA, de grenades de main-

tien de l'ordre et moyens de propulsion à retard...

Ceci témoigne bien de l'esprit de dialogue et de démocratie dont font preuve ces épouvantails.

Sans oublier qu'hier le droit de grève a été remis en cause puisque désormais le gouvernement peut réquisitionner les grévistes et ainsi casser, à sa guise, les mouvements sociaux. Également l'an passé, lors des manif contre la loi El Khomri, le gouvernement auquel appartenait Macron a tenté de remettre en cause le droit de manifester. N'oublions pas que lorsque le peuple a rejeté à 55 % le traité de Lisbonne, tous ces grands démocrates se sont assis dessus...

ALORS OÙ EST LA DÉMOCRATIE ? ET OÙ SE MET EN PLACE LA DICTATURE ?



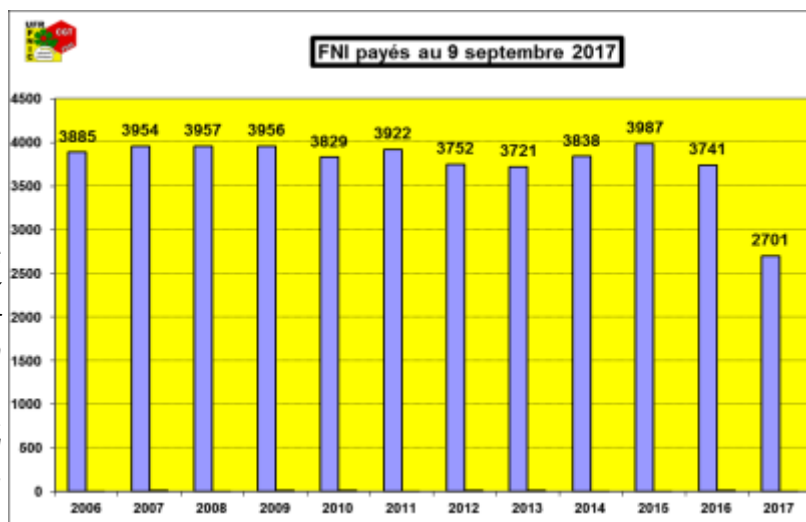
L'Agenda

24 OCTOBRE : CONSEIL
NATIONAL DE L'UFR

25/26/27 OCTOBRE :
CONFÉRENCE INTERNATIO-
NALE INDUSTRIES DE SANTÉ

l'Orga - le point

*Il reste encore, pour les 4 derniers mois de cette année, de nombreux FNI et timbres mensuels à régler par les sections : nous lançons un **appel aux trésoriers**, sachant que, souvent, les cotisations sont déjà payées par les adhérents et qu'il n'y a plus qu'à les transmettre à CoGéTise !*



Le 2 octobre, une rencontre organisée par l'USR 01 et l'UFR FNIC, à Bourg-en-Bresse, à laquelle sont invités tous les camarades, actifs et retraités, de la région, devrait permettre d'aborder, entre autres questions, celle du règlement rapide des cotisations.

La vie des sections

❑ SECTION RETRAITÉS (PRÉRETRAITÉS, FINS DE CARRIÈRES, VEUVES ET VEUFS) - SYNDICAT CGT PLATEFORME NORMANDIE TOTAL

Tous les retraités de la nouvelle plateforme Normandie Total sur la zone industrielle, près du Havre, ont reçu fin juin 2017, un courrier venant du Comité d'Etablissement.

Ce courrier annonçait que le CE était dans l'obligation (sans fournir d'éléments chiffrés) de baisser les budgets affectés à certains postes. Et donc qu'à partir du 1^{er} juillet il ne participera plus financièrement, pour les retraités, à la billetterie ni aux différents types d'abonnements culturels ou sportifs.

Il faut savoir que, depuis mars 2016, le CE était géré par la CFDT, mais depuis nous avons appris, par hasard, que quelques élus étaient passés FO et que d'autres seraient sans étiquette syndicale, drôle de manière, de la part d'élus, de respecter leur électorat... Mais c'est leur problème ! Cette situation, bien évidemment, ne semble pas gêner la direction de l'établissement.

Suite à ce scandaleux et affligeant courrier, toute la CGT de l'établissement a réagi. En premier lieu, les élus CGT au CE, par une déclaration en séance, pour rappeler que les élus Cgt, lors de la fusion, ont fait leur travail, en ne signant pas l'accord de mars 2016 qui entérine la baisse inéluctable de la dotation du CE. Ensuite, la section des retraités a pris la décision, durant la période des vacances, de lancer une pétition auprès des 2650 retraités des 2 établissements. Nous recevons toujours, actuellement, des réponses contre cette ignoble décision prise par les gestionnaires de notre Comité d'Etablissement.

Nous continuons la bataille, en adressant la pétition à tous les préretraités, qui voteront aux prochaines élections du personnel pour, également, qu'ils soient informés de ce qui les attend avec un CE dirigé par ces renégats de la CFDT.

Si nous ne sommes pas entendus, nous nous adresserons, avec le syndicat, à l'ensemble des salariés de la plateforme.



Pour lutter contre le réchauffement climatique dû à la pollution, le gouvernement a décidé d'augmenter le prix du litre de diesel de 2,6 euros chaque année pendant 4 ans. Mais étrangement cela ne concernera pas les engins agricoles, les poids lourds, les autocars et les navires, alors que les 5 plus gros cargos polluent autant que l'ensemble des 760 millions d'automobilistes de la planète !

Par ailleurs les avions qui sillonnent le ciel sont 3 fois plus nocifs pour le climat que ne l'est l'automobile. Comprenez qui pourra...